

Nat-Bi

Nat-bi-Naturelle/biologique - Magazine Bimestriel d'informations - Agroécologiques et biologiques - N°19 - AVRIL 2022

ACCES/SINDIA

Lancement de la 4^{ème} phase de son projet de Promotion du développement durable des communes de la petite Côte

Dans sa politique d'appui à l'autonomisation des populations, l'Association d'Actions Concertées pour l'Entraide et le Solidarité (ACCES) a bénéficié d'un projet d'Action de Carême Suisse (AdC). Intitulé "Appui à la réduction de la pauvreté et promotion du développement durable des communes de la petite Côte", ce projet a été lancé mi-mars à Nguékhoh sous la présidence du sous-préfet de la commune de Sindia et des services techniques décentralisés. **P.14**



Le sous-préfet de commune de Sindia M. Mamadou Lamine Traoré et le Président d'ACCES, M. Samba Ba

VISITE DE LA CHARGÉE DE PROGRAMME ADC AU SÉNÉGAL

Mme Vreni Jean Richard satisfait du degré d'appropriation des CDS PP.4-8



"Consommons local, la seule voie par laquelle nous devons passer pour lutter contre la faim dans ce pays"

Que c'est bien dit ! Le président de la république se serait limité à cette phrase lors de son adresse à la nation à l'occasion de la célébration du 62ème anniversaire de l'accession du Sénégal à la souveraineté internationale que personne n'aurait trouvé à redire. « *Il nous faut produire ce que nous consommons et consommer ce que nous produisons* ». Toute une vision agricole et de souveraineté alimentaire déclinée en une seule phrase. Plein de sens, ce passage du discours du chef de l'Etat est la preuve, s'il en était encore besoin, qu'il a compris et bien compris que c'est là, la seule voie par laquelle nous devons passer pour gagner la lutte contre la faim dans ce pays particulièrement pendant la période de soudure et l'un de ses corollaires, l'endettement. Aujourd'hui avec cette guerre Ukraine-Russie qui secoue l'Europe, les prémices d'une flambée du prix du blé et du maïs se font déjà sentir. Surtout que ces deux pays en conflit totalisent en moyenne 29% des exportations mondiales de céréales. Aussi, ces prémices et la peur d'une éventuelle crise alimentaire qu'elles engendrent sont assez éloquents pour démontrer comment l'importation alimentaire peut rendre des pays comme le Sénégal aussi dépendants que vulnérables aux chocs externes. Elles donnent, en effet, tout son sens au vieux proverbe local qui dit que « Boula saytané sori bangané bokoumasi ». Un conflit qui

se passe à des milliers de kilomètres de mon village Ndiédieng peut impacter la vie des chefs de familles qui y vivent et qui risquent de déboursier plus d'argent pour n'assurer que le petit déjeuner de leurs familles.

Cependant, force est d'admettre qu'aussi pertinente et claire que puisse être cette vision du chef de l'Etat, elle n'aura d'effet que si, tous les acteurs : Etat, organisations de consommateurs, organisations de producteurs, entre autres, se l'approprient et s'emploient de façon responsable à la traduire en acte. Que chacun, de quelque bord qu'il se situe, joue son rôle et assume pleinement ses responsabilités. Etant entendu que cet engagement citoyen nécessite, de l'Etat central, la mise en place de textes réglementaires et des dispositions aptes à limiter très sensiblement notre dépendance de l'étranger pour nous nourrir. A simple titre d'exemple, il pourra être question d'exiger, de la grande distribution qui est venue s'installer en masse depuis quelques années dans notre pays, qu'elle n'importe plus des produits alimentaires dont la production locale est assez suffisante pour couvrir le marché national. Comme c'est le cas avec l'oignon où l'Agence de régulation des marchés gèle les importations pour protéger les producteurs qui approvisionnent le marché national.

Une autre disposition pourrait être d'exiger, qu'au cours des rencontres financées à



partir des moyens publics, que les produits locaux soient imposés pour la restauration des participants. En lieu et place des boissons gazeuses ou des plats dont la majorité des ingrédients nous viennent d'ailleurs, demander qu'on nous serve des jus locaux et des plats bien de chez nous concoctés à base de produits locaux. Il me revient à l'esprit quand, lors d'une rencontre des organisations paysannes, le sieur Mamadou Cissokho, un grand Homme, a interpellé toute l'assistance au moment du déjeuner. « *Vous parlez du consommer local, mais posons-nous la question de savoir qu'est-ce qu'il y a de local dans ce que nous sommes en train de manger ici même dans cette salle de restauration. La boisson c'est coca-cola, le riz nous vient des pays asiatiques l'huile est du soja* ». Pour simplement dire tout le travail d'approche qu'il sied de faire en étroite collaboration avec le pouvoir étatique pour traduire en acte cette vision du

chef de l'Etat.

Pour ce faire, tous peuvent convenir qu'il va falloir fondamentalement changer de paradigme. Pour simplement dire que les organisations paysannes se devront de travailler davantage à la mise à disposition sur le marché d'une production qualitative et quantitative et qui préserve la santé humaine et de l'environnement. Mais aussi que les consommateurs acceptent de changer leurs habitudes alimentaires. Quelle honte y a-t-il à présenter à un africain pur sang, fut-il chef d'Etat, ministre ou invités de quelque rang qu'il puisse être, du « Mbakhalou Saloum » ou du « Lakhou Neuteri » à la place d'un plat européen.

Soutenons les produits qui sortent de nos exploitations familiales et consommons-les. Il y va de notre santé, de la protection de notre environnement mais aussi et surtout de notre sécurité alimentaire.

CONSÉQUENCES DE LA CRISE UKRAINIENNE

Les pays africains doivent faire leur introspection

Aujourd'hui plus jamais, les pays de la zone Afrique plus précisément subsaharienne, comme le Sénégal, se doivent de faire leur propre introspection pour comprendre qu'aucune nation ne peut se développer si elle ne maîtrise pas au moins 80% le monopole de sa sécurité alimentaire. L'épée de Damoclès qui perturbe le sommeil de tous ces états depuis le début du conflit ukrainien est assez éloquent pour conforter cette vision qui veut que chaque pays doit pouvoir au moins s'appuyer, en priorité, sur sa production locale pour asseoir les bases

de sa sécurité alimentaire. Aussi est-il regrettable de voir qu'au Sénégal, il a suffi de moins de trois mois seulement de conflit entre deux pays d'un autre continent, pour que les impacts commencent à se faire sentir. Pis, que ces menaces planent sur la sécurité alimentaire est aussi des plus déplorables même si, quelque part, toutes les personnes avisées pouvaient s'y attendre. Car en effet, il est inadmissible que des États de tout un continent reposent presque l'entièreté de la base de leur alimentation sur des produits importés. Aussi le choix

du Sénégal, un pays à vocation agricole et sylvo-pastorale d'axer son alimentation de base sur des produits comme le riz, le blé et le maïs, est incompréhensible. La première des conséquences est que déjà la banque africaine de développement, Bad, envisage d'organiser une réunion des ministres africains des finances et de l'agriculture pour travailler à la mise en place d'un programme devant permettre la mobilisation d'au moins 500 milliards de francs Cfa.

Ladite somme sera destinée au soutien de l'agriculture africaine afin de mettre le continent à l'abri d'une éventuelle crise alimentaire provoquée par la guerre entre la Russie et l'Ukraine. En effet ladite institution financière, Bad, pense que l'augmentation des prix du blé, du maïs et du soja va certainement aggraver l'insécurité alimentaire et entraîner en conséquence une inflation.

Ce d'autant que, si l'on en croit un rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Cnuced, « entre 2018 et 2020, pas moins de 25 pays africains ont importé plus d'un tiers de leur blé des deux pays en conflit et quinze d'entre eux en ont importé plus de la moitié. De façon plus explicite, ledit rapport d'indiquer qu'au courant de ces deux années, 2018-2020, les importations de l'Afrique en provenance de la Russie ont atteint 3,7 milliards de dollars américains. Le blé russe représente 32% du total de ces importations contre 12% en provenance de l'Ukraine pour un montant de 1,4 milliard américain ». Pour simplement dire que le risque de troubles civils, de pénuries alimentaires et de récessions induites par l'inflation ne peut être écarté. Surtout compte tenu de la fragilité de l'économie mondiale et des pays en voie de développement qui ne se remettent encore des contrecoups de la pandémie Covid-19.

Aussi le programme de mobilisation de fonds, 500 milliards de Francs Cfa, par la banque africaine de développement Bad, se veut-il dans la dynamique d'accroissement des productions africaines de blé, de maïs, de soja. Lequel accroissement devra passer par un recours à des technologies adaptées au climat et des variétés qui résistent à la chaleur et à la sécheresse. Et à ce titre, la Bad d'indiquer que des variétés de blé résistantes au climat sont déjà à l'essai dans certains pays du continent. « Des données du département d'Etat américain de l'agriculture font état d'une production de 27,7 millions de tonnes de blé produite en 2020-2022 en terre africaine particulièrement au Soudan, en Afrique du Sud, en Ethiopie, Au Kenya ». Une expérience assez salubre qui devrait être soutenue afin qu'elle fasse tâche d'huile sur l'étendue du continent africain. Car, il reste évident que si la crise actuelle perdure, les répercussions pourraient être terribles pour ce dit continent fortement dépendant de ces deux pays en conflit. La menace est d'autant réelle que les belligérants ont menacé d'arrêter leurs importations vers tous les pays qui leur sont hostiles. Des menaces qui pourraient expliquer la posture prudente de certains pays, comme le Sénégal, qui ont choisi de jouer la carte de la neutralité. SIDY DIENG

Naturelle et biologique

Magazine bimestriel d'informations
Agroécologiques et biologiques
AVRIL 2022

Rédacteur en chef
Ababacar GUEYE
Comité de rédaction

Ndèye Ndébane WADE NDIAYE, Ababacar GUEYE, Djibril THIAM, Mariama SYLLA FAYE, Papa Demba NDIAYE, Abdou THIAM, Oumy NDIAYE, Sidy DIENG, Fatou DIOP, Matar SARR, Abdoulaye WATTARA, Ndiaga SALL (ASDES), Abou LY (ADK), Aboubakry SALL

ADRESSE :

AgriBio Services, Quartier Parcelles Assainies
Unité 4, Thiès Sénégal
Tél : 33 929 26 07

BP : 781 -THIES-(SENEGAL)

Email: agribioservices@gmail.com

Site Web: www.agribioservices.org

www.https://calebasses-de-solidarite.sn

www.https://crabes.org

**Le magazine Nat-Bi est réalisé par le CRABES
(Centre de Ressources en Agriculture Biologique
et Economie Sociale et Solidaire)**

www.crabes.org

VISITE DE LA CHARGÉE DE PROGRAMME ADC

Mme Vreni Jean Richard satisfait du degré d'appropriation des CDS

Après deux années d'absence liée à la pandémie du Covid-19, la chargée de programme d'Action de Carême Suisse pour le Sénégal a effectué un séjour d'une dizaine de jours au Sénégal. Lequel lui a permis, avec la coordination nationale, de rendre visites à certaines organisations partenaires.



Les responsables de la FEJAC posant avec les responsables de la coordination d'ADC

“L'objectif de ma visite au Sénégal après deux années d'absence est de venir travailler avec la coordination nationale mais également rencontrer certains partenaires pour m'enquérir de leur situation. Certes je travaillais à distance avec la coordination nationale, mais cette visite constitue un moment fort d'échanges et d'encouragement des acteurs et actrices qui se meuvent autour du Programme Pays”, a expliqué Mme Vreni Jean -Richard qui était accompagnée par la coordination nationale. Des visites ont été effectuées chez les partenaires, notamment le COCOGEP, où Mme Vreni et la coordination nationale ont eu à rencontrer les responsables de l'OP mais également visité quelques calebasses et effectué une visite de courtoisie chez la 1ère adjointe au maire de Diossong, par ailleurs membre d'une calebasse de solidarité.

La délégation s'est rendue également à Toubacouta, dans la zone de Fénagie/Pêche-Ile. Là aussi, elle a été accueillie

en grande pompe et les femmes lui ont présenté les différentes activités que le réseau de calebasses a pu réaliser. De son côté, la chargée de programme se réjouit de l'engagement des femmes pour mener des activités génératrices de revenus. Elles sont résilientes face à certains phénomènes qui secouent la vie. A cet effet, elle réitère son engagement à les accompagner.

A Asdes, un autre partenaire, elle a assisté à la journée internationale de la femme organisée le mercredi 16 mars au siège de l'organisation à Kaolack. La chargée de programme est revenue du rôle de la calebasse dans les ménages. Elle a remercié tous les membres des CDS qui œuvrent pour son expansion. Le lendemain, elle s'est rendue à la Fédération des Jeunes pour l'Action citoyenne (Fejac) de Médina Sabakh. La délégation a rencontré les autorités politiques et administratives. Au cours de leurs échanges, le sous-préfet de Médina Sabakh, M. Ousmane Thiao n'a pas manqué de féliciter l'ONG pour ses actions au niveau de

Médina Sabakh. Il a profité de l'occasion pour témoigner toute sa satisfaction relativement aux actions de développement que la FEJAC est entrain de mener. Le sous-préfet a aussi émis son souhait de voir la FEJAC élargir ses actions dans les trois communes de l'arrondissement de Médina Sabakh.

Par la suite, la délégation a rencontré la première adjointe du maire de Médina Sabakh, Mme Ndeye Nguirane Ndiaye et ses collaborateurs. L'adjointe au maire a saisi cette occasion pour rappeler l'importance des calebasses de solidarité et leur impact sur la vie des femmes.

La délégation a rencontré la calebasse "Nob sa jëkkër" dirigée par Mme Diallo Badiane dans le village de Médina Sabakh. Le chef du village M. Djibell Touré en a profité pour faire un plaidoyer pour la mise en place d'une maison des femmes dans la dite localité. De leur côté, les responsables de la FEJAC ont magnifié cette visite qui leur tient à cœur. Ils réitérent leur reconnaissance à AdC et s'engagent toujours à œuvrer pour le rayonnement de la commune de Médina Sabakh. L'équipe d'Action de Carême s'est également rendue dans la zone Sud. A ALSE la coordination nationale et la chargée de programme ont tenu une séance de travail et visité quelques calebasses. “Même avec les réseaux, les gens nous racontent qu'il y a la cohésion sociale, la paix entre les familles et dans les villages. La calebasse est parvenue à changer la vie en société”, se réjouit Vreni. Même son de cloche à Koussek où les responsables ont accueilli la délégation avec toutes les facettes culturelles de la région.

Ababacar GUEYE

VISITE DE LA CHARGÉE DE PROGRAMME ADC

Rencontre des partenaires d'ADC

Toujours garder en ligne de mire les principes du Programme et des calebasses de solidarité

La rencontre des partenaires d'Action de Carême (AdC) s'est tenue ce mois de mars en présence de la chargée de programmes pour le Sénégal. Une occasion pour les partenaires d'échanger avec leur responsable sur le programme pays. Cette rencontre organisée par la coordination nationale sera aussi une occasion d'évoquer les questions liées à leur organisation, aux perspectives du programme, entre autres.



Photo de famille de la chargée de programme pays avec les responsables des organisations partenaires d'AdC

Cette rencontre de trois jours était une occasion d'échanger sur les informations générales du programme Pays, sur leur condition de travail, sur les aspects sociaux ainsi que les types de collaboration à nouer avec les ONGs et les autorités locales. L'autre point de la rencontre portait sur le plaidoyer et le développement personnel.

Face à tous les membres des organisations partenaires, Mme Vreni Jean Richard s'est réjoui d'avoir pu les rencontrer après deux années d'absence liées à la pandémie du COVID-19. Toutefois, elle se dit heureuse de revoir les responsables des OP. "Je suis désolée de n'avoir pas visité

toutes les Op. Mais je tiens à remercier tout le monde d'avoir pris part à cette rencontre qui constitue un moment de retrouvaille", a soutenu la chargée de Programme pays.

Mme Vreni Jean Richard a dans la foulée présenté aux participants, les missions qu'elle a effectuées chez certains partenaires notamment au COCOGEP, à la Fénagie/Pêche, à Asdes, à la Fejac, au KOUSSEK et à ALSE. "C'est une visite pleine d'informations et de découvertes. Partout où j'ai été, nous avons tenu des séances de travail enrichissantes et les partenaires nous ont présenté des résultats encourageants sur les calebasses de solidarité, mais

aussi de leur collaboration avec les autorités locales. J'ai également apprécié l'effet que les calebasses apportent pour la paix et le règlement des conflits dans le sud du pays", a magnifié la chargée de programme.

Par ailleurs, elle a recueilli l'avis des partenaires sur certaines contraintes liées à leur condition de travail, aux longues maladies, à la retraite, ainsi qu'aux aspects sociaux. La chargée de programme a également interpellé les partenaires sur le financement des REFECAS/OP afin d'éviter que ces dernières portent une atteinte aux fonctionnements des calebasses de solidarité. Des échanges constructifs ont rythmé la

rencontre. Leurs avis ainsi que leurs propositions ont été pris en compte. Des réponses seront apportées à ces différents points de vue, a suggéré la coordination nationale.

En réponses aux interpellations, la chargée de programme a évoqué entre autres la feuille de route nouveau programme, dont la rédaction va démarrer en 2024. Cette nouvelle phase du programme va probablement démarrer en 2025 jusqu'à 2030. S'agissant du monitoring, la chargée de programme a proposé aux participants de ne pas trop s'y investir, parce que les indicateurs vont certainement changer en 2024.

Toujours au cours des discussions, les échanges ont porté

VISITE DE LA CHARGÉE DE PROGRAMME ADC

sur les demandes de collaboration entre les OP d'AdC et les ONGs ou leaders politiques. A ce niveau, la coordinatrice d'ACCES soutient avoir reçu une demande de collaboration des membres de quelques villages. Malheureusement, souligne Mme Fatou Guèye Seck, "leur demande a été déclinée parce que leur démarche n'est pas en phase avec le programme. Ils ont des intérêts cachés".

De son côté, la FENAGIE/PECHE a présenté à l'UPADI (Union des Producteurs Agricoles Développement International) l'approche calebasse de solidarité. Celle-ci voudrait que l'approche soit démultipliée dans l'ensemble de la zone

d'intervention du CNCR. Elle voudrait que la stratégie soit portée par le collège des femmes. Pour le RECODEF, une collaboration a été nouée avec le Comité sénégalais des droits de l'Homme sur l'animation et la sensibilisation sur les droits de l'homme, les mariages précoces, entre autres.

Dans son intervention, le coordinateur national d'AdC recommande aux OP de ne pas perdre de vue les principes du programme et des calebasses de solidarité. "Il faut toujours vérifier, voire comprendre les attentes de ces collaborateurs. Il faut également voir si leur approche est conforme à nos principes. Sinon nous

n'aurons plus de crédibilité auprès de nos membres. Nous devons certes développer et renforcer nos différents réseaux, mais avant de formaliser un partenariat, il faut s'en ouvrir à son OP pour recueillir ses conseils", a proposé M. Thiam.

L'autre temps fort de la rencontre porte sur le plaidoyer et le développement personnel. Une formation au sortir de laquelle, les participantes et participants sont devenus capables de définir le concept de plaidoyer, d'établir la différence entre le plaidoyer et le lobbying, d'identifier les bases du plaidoyer et en fin élaborer une stratégie de plaidoyer.

Ababacar GUEYE

Fabrication eau de javel

Mme Ndiaye lance l'alerte sur la manipulation de la soude caustique

Au cours de la rencontre des partenaires, l'assistante de la coordination nationale d'Action de Carême Suisse a ouvert une brèche pour sensibiliser et alerter les participants, particulièrement les femmes qui manipulent la soude caustique lors de la fabrication d'eau de javel. "Nous avons constaté que chez les organisations partenaires, toutes les femmes fabriquent de l'eau de javel en utilisant la soude caustique qui est très dangereuse. Il ne faut pas perdre de vue que nous œuvrons à la promotion de l'agroécologie. Nous devons veiller à l'utilisation de ce produit et aussi éviter de le mettre à la portée des enfants", a lancé Mme Ndiaye.

En effet, elle a constaté que les femmes manipulent les produits sans le matériel de protection adéquat. Elles utilisent aussi toute sorte de bouteilles pour y mettre le produit. Or, cela peut prêter la confusion et peut également occasionner des accidents dans les ménages. Ainsi, elle recommande aux femmes de prendre le soin d'étiqueter les bouteilles reconditionnées pour éviter l'irréparable.

Les femmes, à travers les formations reçues, fabriquent les savons et les eaux de javel pour générer des revenus, mais lance-t-elle, "prenons les précautions nécessaires et respectons les doses recommandées". Pour être en phase avec la démarche du programme qui promeut l'agroécologie, Mme Ndiaye propose le produit de substitut "Melt&Pour" pour la fabrication des savons et de l'eau de javel.

De son côté, Mme Fatou Guèye Seck, coordinatrice d'ACCES, par ailleurs formatrice, abonde dans le même sens. "On ne fait pas le savon à sa façon. Il y a un processus à respecter et le savon fabriqué ne doit pas être utilisé avant une dizaine de jours. Cela nécessite une sensibilisation", soutient-elle. Pour la précaution, Mme Seck recommande d'utiliser les équipements de sécurité lors de la préparation de ces produits.



Mme Ndèye Ndébane Wade Ndiaye

VISITE DE LA CHARGÉE DE PROGRAMME ADC

ENTRETIEN AVEC.....

...Vreni Jean Richard

chargée de programme Pays AdC Suisse pour le Sénégal

« On nous fait savoir que les calebasses sont porteuses de paix dans les relations inter-villages et même dans les communes »

Après un peu plus de deux années d'absence en terre sénégalaise du fait de la pandémie Covid 19, la chargée de programme pays d'AdC pour le Sénégal, Mme Vreni Jean Richard, vient de boucler un séjour de 12 jours au Sénégal. Une visite de travail qui lui a permis, en étroite collaboration avec la coordination nationale d'Action de Carême Suisse, de passer en revue l'ensemble des programmes en cours d'exécution portés par les organisations partenaires d'AdC. Au terme de sa visite, Mme Vreni nous livre ses premières impressions.

Nat-Bi : Vous venez de boucler un séjour de plus d'une dizaine de jours au Sénégal. Comment appréciez-vous cette visite ?

Vreni Jean Richard : Cela fait plus de deux ans que je ne suis pas venue au Sénégal. Qui aurait pensé alors venir en ces moments-là ? C'était juste le début du Covid. Tout le monde a vu les dommages que la pandémie a engendré ces deux dernières années au plan économique, social, entre autres. Je suis heureuse de revenir au Sénégal. Je suis fière de tout ce que les partenaires et les membres des calebasses de solidarité ont pu réaliser pendant ces deux années difficiles. La capacité de résilience dont ils ont su faire montre pendant ces durs moments de confinement et la façon dont ils ont géré ces deux années de crise m'ont fascinée. C'est incroyable.

Vous avez aussi visité certaines calebasses et mesuré le degré d'engagement et de détermination de ces calebasses par rapport au programme. Comment percevez-vous cela ?

Il y a des femmes mais aussi des



hommes, il faut le dire, qui ont compris que l'approche calebasse de solidarité donne des résultats réels. Elle permet de changer des conditions de vies, pas seulement de façon individuelle, mais aussi au niveau des familles, des ménages et des villages. Même au niveau des réseaux, on nous fait savoir que les calebasses sont porteuses de paix dans les relations inter-villages et même dans les communes. En somme une paix au sein de la communauté. Je pense que la calebasse peut amener le meilleur en ce sens qu'elle permet à chaque membre de s'exprimer. Au début, il y avait des femmes timides qui n'osaient même pas quitter la maison et qui aujourd'hui prennent la parole en public. Elles ont gagné beaucoup de respect. Elles règlent elles-mêmes leurs propres problèmes.

Et c'est formidable ! Je suis très touchée par les témoignages qu'elles font en mon endroit. Ce n'est pas pour me jeter des fleurs ni pour me faire plaisir. Ce sont des témoignages qu'elles tirent du fond d'elles-mêmes. Elles racontent comment elles ont pu prendre en charge les frais médicaux de leurs enfants, leur scolarité grâce à la calebasse.

Quelle lecture faites-vous du dynamisme des calebasses de solidarité après le retrait d'Action de Carême de certaines organisations partenaires ?

Très souvent quand un bailleur se retire d'une communauté, le projet est en lé-

VISITE DE LA CHARGÉE DE PROGRAMME ADC

thargie, voire s'écroule comme un château de cartes. Ce n'est pas une gaieté de cœur d'arrêter la collaboration avec certaines organisations partenaires, mais le retrait est lié parfois à des contraintes budgétaires. Nous en sommes désolé !. Aujourd'hui le constat est que, malgré le retrait, la plupart des calebasses, surtout à travers les réseaux fonctionnent à merveille, parce qu'il y a des personnes qui croient à cet outil de solidarité. Leur engagement fait que leurs calebasses font partie des plus dynamiques. C'est une leçon que nous avons apprise en termes de durabilité.

Cet engagement, nous l'avons aussi vu chez certains partenaires comme la Fédération des jeunes pour l'Action citoyenne (Fejac) à Médina Sabakh et le réseau des femmes Koussek à Ziguinchor que nous n'avons jamais accompagnés de façon officielle mais qui sont très engagés pour la promotion de la calebasse de solidarité. Ce sont ces genres d'acteurs qui portent les changements.

Vous êtes au terme de votre visite. Peut-on avoir vos impressions sur la coordination nationale relativement aux activités et au suivi des programmes ?

J'ai espoir de n'avoir plus à attendre deux ans pour revenir au Sénégal. Cette visite m'a vraiment marquée. Des personnes que j'aimais beaucoup et qui étaient devenues des amies nous ont quittés. La vie en a décidé ainsi. Je souhaite revenir bientôt et retrouver tout le monde en bonne santé. Vous savez, vous pouvez sillonner les pays et les villes, mais jamais vous ne verrez des gens comme ceux-là de la coordination nationale. Nous avons ici une équipe extraordinaire. Une équipe qui croit à ce qu'elle fait. Une équipe idéaliste, mais des idéalistes réalistes qui ont la pleine certitude que ce qu'ils font et donnent des résultats réels. S'y ajoute que ce sont des gens



très disponibles et très démocratiques qui n'imposent pas une vision ou des directives. La coordination nationale travaille en toute collégialité. Elle arrive à organiser les gens sans aucune restriction. Elle leur laisse la liberté de s'exprimer et de développer des innovations. C'est pourquoi, il est aisé de soutenir le programme AdC-Sénégal. Ce n'est le programme d'AdC Suisse mais plutôt le programme des sénégalais qui est exécuté par des Sénégalais.

En est-il de même, selon vous, pour les organisations partenaires d'Action de Carême Suisse ?

Les OP abattent un travail remarquable. Il y a parmi elles qui sont devenues des organisations non gouvernementales (Ong). D'autres ont déposé leurs dossiers pour se muer en coopératives. Certaines OP tiennent leur AG et renouvellent leurs instances. Tout cela montre que ce sont des organisations qui ne sont pas seulement des acteurs qui exécutent des projets, mais aussi elles respectent les statuts et règlements qui régissent leur organisation.

La coordination nationale

d'ADC Sénégal est entrain de développer son volet communication pour plus de visibilité au travail qui se fait sur le terrain. Qu'en pensez-vous ?

Hier, pendant les travaux de la rencontre des partenaires, on a posé le problème d'absence de visibilité des calebasses. Le coordinateur national d'AdC, Djibril Thiam, a soulevé ce cas.

A notre niveau aussi, nous avons eu à mener la même discussion, il y a quelques années. Il s'agissait de voir comment rendre plus visible l'approche des calebasses au niveau national. Nous avons des réseaux comme le RENCAS et le RENOLSE. Toutes ces raisons font que nous avons investi dans la communication avec différents supports (sites web, page facebook, chaîne youtube, etc.). Cela a porté ses fruits, même à Lucerne, le siège d'AdC, le département de la communication reprend des articles du Magazine Nat-Bi (Naturelle Biologique). Au Sénégal, l'Ambassade de la Suisse apprécie également les activités que vous relayez. Cela est encourageant.

Propos recueillis par Aba & Sidy

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE RENOLSE

Babacar THIAM, le nouveau président du RENOLSE

Après quelques années de léthargie liée à la pandémie Covid-19, le Réseau national des organisations de lutte contre la soudure et l'endettement (RENOLSE) a tenu son assemblée générale ordinaire, ce 31 mars à Thiès. Assemblée au cours de laquelle, un nouveau bureau a été élu pour deux ans. Ainsi M. Babacar Thiam du COCOGEP succède à Mme Yaram Fall à la tête de ce réseau.



Le nouveau bureau du RENOLSE de gauche à droite: M. Samba Ba (Agrécol), Mme Fatou Diouf (Recodef), M. Abdoulaye Hady Watt (Ujak), M. Babacar Thiam (Cocogep), Samba Mbaye, (Ugpm) M. Abdoulaye Seck (Acces), Mme Houlye Alpha Sall (Bamtaare) et Meïssa Kane (ADK)

La rencontre a enregistré la participation de 14 organisations membres d'Action de Carême Suisse (AdC), du Secrétaire exécutif du RENOLSE et de la Coordination nationale d'ADC, partenaire technique et financier. L'ordre du jour a porté sur trois points : Présentation, discussion et validation des rapports d'activités et financiers 2020 et 2021 ; validation du plan de travail et du budget de 2022 et le renouvellement des instances.

La Présidente du RENOLSE remercie les organisations pour leur participation à l'assemblée générale. Elle souligne que son élection comme présidente est une marque de confiance. C'est pourquoi, cela a constitué un défi et une responsabilité pour elle. Toutefois Mme Yaram Fall a fait un bref bilan de ses réali-

sations tout en soulignant qu'elles ne sont "peut-être pas à la hauteur de ses ambitions. Elle se félicite tout de même des actions réalisées par le réseau".

L'assistante à la coordination nationale a fait une brève présentation d'Action de Carême. Madame Ndiaye se félicite de la tenue de l'AG. "Action de Carême accorde un intérêt particulier pour le RENOLSE et pour le RENCAS (Réseau National des Calebasses de Solidarité) qui sont respectivement les organisations faitières des organes politiques et des groupes bénéficiaires des partenaires", souligne-t-elle. Dans la foulée, elle remercie le bureau sortant et invite les responsables des organisations partenaires et leurs équipes techniques à plus d'appui au Bureau Exécutif pour la réalisation

de son plan d'action.

Intégrer la stratégie calebasse de solidarité dans la Lettre de politique sectorielle du Ministère

A ce propos, le Secrétaire Exécutif est revenu sur les activités du RENOLSE. Il signale que "le plan d'actions prévu pour la période 2020-2021 n'a pas pu se réaliser en raison du contexte sanitaire à l'échelle mondiale, relatif à la pandémie du COVID-19. Cependant des stratégies ont été développées pour réaliser quelques activités durant la période de la pandémie". Tout de même, M. Samba Mbaye a fait une présentation du rapport global de trois projets mis en œuvre par le RENOLSE. Ces projets sont respectivement intitulés : Programme de renforcement organisationnel et institutionnel du RENOLSE, Projet d'appui à la crise du Coronavirus ,



M. Babacar THIAM, le nouveau président du RENOLSE

Information et sensibilisation des membres du RENOLSE sur la déclaration des Nations Unies sur le Droit des paysans et la préservation de l'agro biodiversité.

Au cours des échanges, les intervenants se félicitent des résultats réalisés malgré le contexte difficile. Ils saluent l'appui technique et financier d'Action de Carême et l'accompagnement de la Coordination nationale à travers AgriBio Services. Cependant, ils déplorent le déficit de communication interne au sein du CA, entre ce dernier et les équipes techniques des organisations membres.

Des questions relatives aux activités et à la vie associative ont été soulevées

au cours des discussions. Il s'agit notamment des démarches administratives pour la reconnaissance juridique du RENOLSE ; l'utilisation du fonds COVID mis à disposition par Action de Carême ; le niveau de réalisation du plan d'action du RENOLSE ; l'intégration de la stratégie des calebasses de solidarité dans la Lettre de politique sectorielle du Ministère tutelle et l'intégration de la DyTAES (Dynamique de Transition Agro-Ecologique au Sénégal).

Les intervenants ont formulé des recommandations à savoir : renforcer la communication interne du CA et avec les organisations membres ; initier des rencontres sectorielles du

RENOLSE entre les organisations d'une même zone géographique.

L'intégration des jeunes pour assurer la relève

Toujours dans les recommandations, l'assistante de la coordination nationale affirme que le partenaire ADC a donné son accord pour le recrutement d'un assistant pour le Secrétaire Exécutif. Madame Ndiaye signale qu'ADC soutient l'idée d'intégrer des jeunes dans les instances dirigeantes des organisations partenaires et du RENOLSE en vue de préparer la relève. S'agissant du fonds COVID, elle indique qu'il sera reversé au RENCAS comme fonds de Mécanisme d'autofinancement. En fin, elle mentionne la nécessité pour le RENOLSE de poursuivre le plaidoyer auprès du Ministère de l'Economie Sociale et de la Microfinance pour l'intégration de la stratégie des calebasses de solidarité dans sa Lettre de politique sectorielle.

Au terme de ses échanges, un Conseil d'administration de 14 membres a été renouvelé. Lequel CA a élu un bureau de sept membres avec comme président M. Babacar Thiam du COCOGEP.

En retour, le nouveau président remercie l'assemblée générale pour la confiance placée en sa modeste personne. M. Babacar Thiam invite toutes les organisations à soutenir le bureau. Il remercie Action de Carême pour sa confiance et son appui à et AgriBio Services pour sa disponibilité et son accompagnement aux organisations partenaires membres du RENOLSE. Il a également rendu un vibrant hommage au bureau sortant particulièrement au Secrétaire exécutif pour avoir tenu l'organisation grâce à sa clairvoyance et ses innovations.

Ababacar GUEYE

A.G RENOLSE

Articles parus dans la presse

Conséquences de la guerre en Ukraine : Renolse craint le pire

Le conflit ukrainien en cours pourrait avoir des conséquences néfastes sur la demande alimentaire du pays. Le Secrétaire exécutif du Réseau national des organisations de lutte contre la soudure et l'endettement (Renolse), Samba Mbaye, a lancé l'alerte, appelant ainsi l'Etat à se mettre dans une posture d'anticipation pour amortir au maximum les désagréments. « La soudure commence à prendre des proportions inquiétantes et on a vraiment peur des aides alimentaires », craint le producteur agricole.

Il s'exprimait en marge de l'Assemblée générale du RENOLSE, tenue jeudi fin mars à Thiès. Il explique que : « Aujourd'hui, il y a une demande forte en céréales, surtout le blé avec lequel nous produisons notre pain. Le Sénégalais aime le pain. Même au niveau de nos villages reculés, on ne prend plus notre bouillie ou notre couscous le matin, mais on va chercher une baguette de pain. Et cette baguette est faite à base de blé. C'est sûr que ça va nous impacter négativement. On est en train de voir quel pourcentage de mil on mettra dans le pain, mais là aussi il y a un problème parce que le mil aujourd'hui coûte très cher. Il coûte entre 270 et 300 F cfa le kg. Et le mil déjà pilé, on ne peut l'avoir à moins de 500 F cfa. Donc tout cela impacte négativement le marché ». Ce n'est pas tout, « notre pouvoir d'achat stagne. C'est même un affaiblissement du pouvoir d'achat ». Et pour parer à toutes les menaces de famine et



M. Samba Mbaye, secrétaire général du RENOLSE face à la presse

d'exode rural massif entre autres, le Secrétaire exécutif du RENOLSE de lancer un appel aux autorités étatiques pour un soutien diligent et conséquent qui permettrait à la population de faire face à cette situation catastrophique. « Il faut revoir au Sénégal, le plan de lutte contre l'insécurité alimentaire. Également la prise charge de la souveraineté alimentaire. Un instrument que l'Etat doit mettre en place. » En plus, Samba Mbaye pense que l'Etat doit accompagner la Dynamique pour une transition agro-écologique au Sénégal (Dytaes), qui regroupe

tous les métiers de l'agriculture, de la pêche et la production végétale. « Il faudrait que notre alimentation soit notre médicament. Pour cela il nous faut de bonnes pratiques », dit-il. Entre autres, M. Mbaye plaide l'augmentation de la subvention annuelle allouée à l'agriculture pour les paysans pratiquant l'agriculture biologique. Ceci, dit-il, pour améliorer la production agricole et assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

nfniang@lequotidien.sn
Paru dans le Quotidien du
04/04/2022, page 6

Souveraineté alimentaire au Sénégal : Vers l'organisation d'une foire de troc alimentaire à Thiès

La souveraineté alimentaire était au cœur de l'Assemblée Générale Ordinaire du Réseau national des Organisations de Lutte contre la soudure et l'Endettement (RENOLSE) à Thiès. Samba Mbaye, le secrétaire exécutif du réseau a annoncé l'organisation d'une foire de troc alimentaire à Thiès pour surmonter certains obstacles dans ce domaine.

A l'occasion de l'Assemblée Générale Ordinaire du Réseau national des Organisations de Lutte contre la soudure et l'Endettement (RENOLSE) à Thiès, le secrétaire exécutif, Samba Mbaye a affirmé qu'une réflexion profonde est engagée autour d'une foire de troc agroalimentaire. Selon lui, chaque ménage sénégalais dépend exclusivement du marché pour vivre. Et aucune famille n'a atteint l'autosuffisance. Mais, pour lui, il est possible que l'ensemble des producteurs se donnent la main pour un approvisionnement réciproque à travers un troc, afin que chacun puisse avoir ce dont il a besoin. Il renseigne que cette foire est prévue à Thiès, certainement après la campagne agricole. Ainsi le Walo et le Fouta viendront avec leur riz, d'autres zones agricoles avec leurs poissons, leurs produits maraichers, etc. cela occasionnerait évidemment des échanges fructueux et au finish, chacun rentrerait avec de ce dont il a besoin sans coup férir. "C'est une initiative innovante, parfaitement faisable", dit-il. Avant d'ajouter que pour le marché, le premier défi, c'est la couverture de la demande, actuellement très forte en riz. Aujourd'hui le pain qui est très consommé dans

le pays risque d'être sérieusement impacté par l'environnement mondial marqué par une tension sur le blé. Il s'agit maintenant, à ses yeux, de voir quel pourcentage de mil à mettre dans le pain pour adoucir ce choc. Mais dans ce cas aussi, il s'empresse d'ajouter que force est de constater que le kilogramme de riz ne coûte pas moins de 300 F CFA, alors que le mil pilé est cédé à moins de 500 F CFA le kg. Et selon lui, cette situation est créée au moment où le pouvoir d'achat stagne. C'est dire à ses yeux que tout cela impacte négativement le marché et c'est pourquoi la soudure commence à prendre des proportions et on a peur des aides alimentaires.

Pour Samba Mbaye, secrétaire exécutif du RENOLSE, il s'est agi d'une assemblée générale ordinaire, mais aussi de relance et de renouvellement des instances. C'est pourquoi, le réseau fédère l'ensemble des organisations partenaires au Sénégal qui se meuvent dans la lutte contre la soudure et l'endettement. Elles sont au nombre de 15 déployés dans 9 régions du pays. Le rôle du RENOLSE c'est de faire d'entendre la voix de ceux qui sont en train de lutter contre la soudure et l'endettement au niveau de la base, l'ensemble des bénéficiaires de calebasses de solidarité et des organisations qui les accompagnent. La calebasse de solidarité, qui a été célébrée à Thiès en 2019 est un instrument d'entraide, d'épargne solidaire et d'accompagnement des couches vulnérables. La calebasse de solidarité a permis un meilleur accès aux services de base, la réduction de la dépendance

aux financements extérieurs mais surtout à la participation des couches vulnérables aux prises de décisions qui les concernent.

En 2019 déjà, il y avait 47670 membres, pour 203 millions de F CFA mobilisés. Dans ce lot, 5255 crédits avaient été octroyés en santé, 5082 crédits pour la nourriture et 2725 crédits pour l'éducation. Ce qui atteste que l'impact des calebasses, outils de promotion sociale, sur la communauté.

Par ailleurs, Samba Mbaye a décliné des perspectives découlant, selon lui, des difficultés rencontrées lors de l'exécution ou de la mise en œuvre des plans d'actions passés, mais aussi du contexte actuel. Il a évoqué la nécessité de mise en place d'un plan de lutte pour la sécurité alimentaire parce qu'une plateforme dédiée n'existe pas dans le pays ; et elle doit bien exister. Pour lui le RENOLSE fait beaucoup de plaidoyers sur la prise en charge de la souveraineté alimentaire, et c'est important qu'un tel outil soit mis en place par l'Etat. "Il s'y ajoute que le monde parle aujourd'hui de la Dynamique de transition agroécologique. Tous les faitiers de l'agriculture, de la pêche à la production végétale doivent être accompagnés pour la santé des consommateurs. Il faut que notre alimentation soit également notre médicament et pour cela, il faut de bonnes pratiques", a-t-il plaidé.

Mbaye Samb

Paru dans le quotidien

L'As du 02 avril 2022

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME À ASDES

La question de gaspillage remis sur la table

L'Association Sénégalaise pour un Développement Equitable et Solidaire, ASDES, a organisé le mercredi 16 mars 2022 dans son siège à Kaolack, la journée internationale de la Femme. Laquelle journée a réuni plusieurs femmes membres des Calebasses de solidarité où le gaspillage a été remis sur la table .

Par Ababacar GUEYE

Cette journée a été une occasion pour les responsables de l'Association, notamment la présidente du réseau fédéral des Cds, FECAS, Coumba Diallo, par ailleurs présidente du Rencas (Réseau national des calebasses de solidarité) de revenir sur le rôle haut combien important que les femmes jouent dans la société mais surtout dans leur famille, de par leur capacité à résoudre les problèmes au quotidien. Raison pour laquelle, tous les orateurs et oratrices sont largement revenus sur son rôle de mère-poule, de femme sociale, de référence et de leadership dans la société.

Cependant, malgré ce rôle important qu'elles jouent dans la résolution des problèmes cruciaux, les femmes sont réputées maîtres dans le gaspillage. *"C'est quelque chose de contradictoire pour ne pas dire de paradoxale dans la mesure où les femmes ont une grande capacité de mobilisation financière. Elles ont des idées très novatrices lorsqu'il s'agit d'épargne. Mais, d'un autre côté, elles sont non seulement dépensières mais elles gaspillent beaucoup d'argent dans les cérémonies. Cela est peut-être dû à un contexte socio-culturel"*, se désole l'adjointe au maire de la commune de Kaolack chargée des affaires sociales et de la solidarité. Selon Mme Ndèye Lobé LAM, qui prenait part à cette journée qui a vu la participation de

la coordination nationale d'Action de Carême Suisse à l'occurrence la chargée de programme pour le Sénégal, cette attitude est à bannir dans un contexte de crise qui secoue le monde. Elle recommande aux femmes de *"mettre en place des codes de conduite"* pour résoudre ce phénomène qui prend de plus en plus de l'ampleur.

De son côté, les responsables d'Action de Carême ont magnifié cette activité qui montre combien la femme est incontournable dans la société. A ce propos, le coordinateur national a magnifié le rôle important que joue la femme dans le Programme de lutte contre la soudure et l'endettement. En effet, souligne M. Djibril Thiam, sur les 60.000 membres que comptent les calebasses de solidarité, les 80% sont des femmes. *"C'est pour montrer combien les femmes se sont appropriées du programme. Nous croyons en trois choses chez les femmes, elles sont les plus exposées aux problèmes des familles. Elles sont les plus sollicitées. Par conséquent, si nous voulons éradiquer la soudure et l'endettement, nous passer par elles. Dans les calebasses, elles gèrent bien les prêts et les remboursements se font à date échue"*, a témoigné M. Thiam qui a également salué le travail abattu par l'équipe technique d'ASDES avec qui Action de Carême collabore depuis plus d'une dizaine d'années.

Le nouveau président d'ASDES se réjouit de cette marque de confiance du partenaire stratégique qui ne cesse d'accompagner son organisation. A ce propos, M. Assane Faye rend hommage à son équipe technique pour les résultats obtenus sur le terrain. A l'endroit des femmes, il soutient qu'elles sont les régulateurs de la famille. Même si elles sont les plus exposées, reconnaît-il, ASDES fait de son mieux pour les accompagner à être autonomes.

La présidente de la FECAS se réjouit de ces propos venant de M. Faye. Toutefois Mme Coumba Diallo, à son tour, rend hommage à l'équipe technique qui est allée dans les zones les plus reculées pour y installer des calebasses.

Auparavant, le chargé de programme d'ASDES, Ndiaga Sall, a, devant ses pairs, salué tout le personnel et la présence de la coordination nationale d'AdC de par leur engagement à accompagner les organisations partenaires. Sur plus d'une dizaine d'organisations partenaires dont elle a en charge le suivi, la coordination nationale assure avec brio le programme soudure endettement. Un programme qui fait partie des meilleurs au sein d'Action de Carême Suisse. *"Nous remercions la coordination pour tous ses efforts qu'elle fournit pour que son programme puisse atterrir aux cibles"*, s'en réjouit Ndiaga Sall.

ACCES/SINDIA

Lancement de la 4^{ème} phase du Projet de Promotion du développement durable des communes de la petite Côte

Dans sa politique d'appui à l'autonomisation des populations, l'Association d'Actions Concertées pour l'Entraide et le Solidarité (ACCES) a bénéficié d'un projet d'Action de Carême Suisse (AdC). Intitulé "Appui à la réduction de la pauvreté et promotion du développement durable des communes de la petite Côte", ce projet a été lancé mi-mars à Nguékhhoh sous la présidence M. Mamadou Lamine Traoré, sous-préfet de la commune de Sindia et des services techniques décentralisés

Par Ababacar GUEYE



Le sous-préfet de commune de Sindia M. Mamadou Lamine Traoré et le Président d'ACCES, M. Samba Ba

Devant les responsables des services techniques décentralisés, la coordinatrice d'ACCES a présenté le nouveau projet qui est à sa 4^{ème} phase. En effet, souligne Mme Fatou Guèye Seck, ce projet de trois ans (2022-2024) est financé par Action de Carême Suisse, son partenaire stratégique qui l'accompagne dans l'autonomisation des populations. "L'objectif du projet est de poursuivre le processus d'autonomisation sociale et économique des populations cibles

à travers l'accompagnement des réseaux de calebasses de solidarité dans les anciennes communes notamment Yène, Diass, Sindia et Popen-guine-Ndayane). Il s'agit également de poursuivre l'animation sociale dans la nouvelle zone à savoir Saly, Ngaparou, Somone et Malicounda. Le projet intervient aussi dans la promotion de l'agroécologie au profit de 4 485 personnes, dont 2% d'hommes vivant dans 67 villages et 38 quartiers", a laissé entendre Mme Fatou

Guèye Seck sous le contrôle du Président d'ACCES, M. Samba Ba. Ce projet compte, au cours des trois prochaines années, appuyer et accompagner l'institutionnalisation du réseau fédéral des calebasses de solidarité et mettre en œuvre un plan appui organisationnel et de travail des réseaux de proximité. Selon Mme Seck, le projet va promouvoir l'économie sociale et solidaire dans les nouvelles communes d'intervention à travers les stratégies de luttes

ÉCHOS DES PARTENAIRES

contre la soudure et l'endettement. En termes de résultats, annonce Mme Seck, le réseau fédéral sera érigé en coopérative de consommateurs fonctionnelle. Mieux, trois (03) plans de travail annuels sont élaborés et mis en œuvre par les réseaux de proximité. Lesquels réseaux sont accompagnés du point de vue organisationnel.

Le cheval de bataille d'Acces qui est l'économie sociale solidaire est promue autour de la calebasse de solidarité. A cet effet, indique la coordinatrice, l'autonomisation des groupes cibles est impulsée par des actions d'auto financement et d'auto défense.

S'agissant de l'agroécologie, les productions des paysans (nes) sont suivies et accompagnées et trois produits issus de l'agroécologie sont transformés et valorisés. La consommation et la commercialisation de ces produits sont promues autour des calebasses de solidarité. *"Nous allons organiser quatre (04) journées d'information et de sensibilisation sur le programme Soudure Endettement dans les nouvelles communes de la zone d'intervention, organiser une journée de mobilisation sociale sur l'autonomisation des communautés de base à travers l'économie sociale et solidaire, réaliser des émissions radios thématiques au niveau communautaire et en fin partager annuellement les résultats du projet avec les autorités et les bénéficiaires"*, a promis Mme Seck.

Au cours des échanges, la responsable du CADL a salué l'importance du projet. Toutefois, elle demande ce que le dit projet attend du CADL. Pour sa part, Mme Seck, soutient que les services décentralisés sont des partenaires sur lesquels ACCES

compte s'appuyer. *"Nous allons voir avec les structures étatiques les cibles avec lesquelles nous pouvons travailler ensemble"*, a rassuré Mme Fatou Guèye Seck.

Le Président d'ACCES abonde dans le même sens. Selon Samba Ba, l'organisation a fait du chemin. Elle a toujours œuvré pour la réduction de la pauvreté dans la zone. *"Quand on démarrerait nos activités de lutte contre la soudure et l'endettement, nous étions dans trois communes. Avec ce nouveau projet, nous sommes dans sept communes avec près de 70 villages couverts. Nous avons un réseau fédéral dénommé "AND Suqali", quatre réseaux communaux de calebasses de solidarité et 19 réseaux de proximité. L'épargne des réseaux est estimée à près de 10 millions de F cfa"*, a indiqué M. Samba Ba. Il soutient que l'objectif d'ACCES est de faire le maillage dans tout le dé-

partement de Mbour, même si dans certaines zones, d'autres partenaires d'AdC interviennent. S'adressant aux responsables des services décentralisés, M. Ba soutient que *"ACCES a besoin de vos services, c'est pourquoi nous collaborons avec les collectivités locales, parce que nous avons les mêmes cibles et nous œuvrons pour le développement de nos localités"*. Il a promis de rencontrer les nouveaux maires et renouveler la collaboration avec les collectivités locales de la zone.

Très au fait des activités d'ACCES, le sous-préfet a émis l'idée d'un maillage de ces activités dans le département de Mbour, afin de permettre à d'autres zones de pouvoir bénéficier de cette approche d'autonomisation. Il a également recommandé aux services décentralisés d'accompagner cette organisation pour le développement de la commune.



Mme Fatou Guèye Seck, coordinatrice ACCES présente le nouveau projet

Femme formatrice de produits bio

Aminata Kamité salue l'initiative du week end bio à Thiès

« **N**ous sommes dans le milieu de la transformation et ces foires sont les lieux indiqués pour rencontrer et échanger avec des producteurs venus jusque dans les fins fonds du Sénégal ». C'est là l'impression première d'Aminata Kamité une femme formatrice de la commune de Pout dans le département de Thiès. Invitée par les organisateurs de la foire du week-end bio d'Agrécol/Afrique, Aminata Kamité trouve très pertinente l'initiative de la dite Ong. En sa qualité de femme formatrice de produits bio, elle juge extrêmement intéressant ce cadre qui leur permet, en plus de leurs activités de commerce, d'avoir des échanges entre eux. Formée à l'Institut de Technologie Alimentaire (Ita), en qualité de formatrice dans le domaine de la transformation de produits locaux, Aminata est d'avis que l'avantage de cette rencontre réside en ce que, désormais, à chaque fois que de besoin, elle et ses autres sœurs de la chaîne de valeur évoluant dans secteur Biologique sauront où aller et à qui s'adresser pour se ravitailler en produits locaux.

La pertinence d'une telle initiative réside aussi en ce qu'elle nous propose un marché nous permettant non seulement de présenter nos produits au grand public, mais aussi d'échanger avec la clientèle. Ce qui nous permet de nous faire une idée de leurs attentes mais aussi de recevoir les avis et suggestions par rapport aux produits que nous proposons. A ce titre, fait-elle savoir, l'avis qui revient toujours est relatif à la cherté des produits bio par rapport à ceux du secteur conventionnel. Mais ce qu'ils perdent



Mme Aminata Kamité, formatrices de produits bio

de vue, c'est qu'avec les produits bio, le client en tant que consommateur est assuré d'avoir une consommation saine et de qualité dépourvue de tous résidus chimiques de synthèse relevant des engrais et autres pesticides. Ceci sans compter le gain en termes de durée de conservation. « *Je pense que les prix sont abordables. Et qu'en tout état de cause, nous ne pouvons pas vendre au même prix que ceux qui transforment des produits issus de l'agriculture conventionnelle* ». Aussi, estime-t-elle, c'est à ce niveau que les projets doivent maintenant intervenir pour mieux conscientiser les populations et les amener à consommer local et bio.

A la question de savoir pourquoi les produits bio tardent à faire leur apparition sur les grandes espaces et dans les supermarchés, Aminata Kamité

soutient que c'est simplement à cause des procédures et lenteurs administratives. Puisque, en plus des dispositions relatives à la certification et la labellisation qui permettent une certaine traçabilité, le transformateur doit être détenteur d'une autorisation FRA certifiant que le produit a suivi tout le processus de la transformation. C'est à ce niveau, note-elle, que se trouve la difficulté. « *Nous butons toujours à des lenteurs dans le traitement des dossiers que nous déposons pour la délivrance de cette autorisation FRA. Laquelle autorisation est comme une sorte de quitus qui seul peut permettre l'exposition de nos produits sur les grands espaces et dans les supermarchés mais aussi, pour ceux qui en ont les moyens, l'accès au marché sous régional* ».

Sidy DIENG

Atelier de partage du Manuel africain de formation en agriculture biologique

Les contours de l'agriculture biologique expliqués aux acteurs de la sous-région

« Développer une compréhension commune et une appropriation du Manuel Africain de Formation en Agriculture Biologique, le partager avec tous les participants et faciliter la compréhension de ses différents modules ». C'est l'objectif de la rencontre sous régionale tenue en semi-virtuel, à Thiès, regroupant plusieurs acteurs de l'agriculture biologique (AB), venus de plusieurs pays d'Afrique.

Un atelier de partage et de formation des « formateurs, des multiplicatrices et multiplicateurs », mis à profit par le président et le coordinateur de la Fédération nationale pour l'agriculture biologique (FENAB), Doudou Diop et Ibrahima Seck, pour revenir sur la pertinence du Manuel africain de formation en agriculture biologique, élaboré par FIBL (Suisse), IFOAM (Allemagne), NOGAMU (Ouganda), OPAAZ (Zambie) et FENAB (Sénégal), pour servir à la formation des formateurs, lesquels, à leur tour, vont former les multiplicatrices et multiplicateurs. Aussi de rappeler que « l'agriculture biologique (AB) est un système agricole qui met l'accent sur une gestion rationnelle des ressources naturelles et une autonomie des productrices et producteurs. Elle s'appuie sur les savoirs traditionnels des populations, s'enrichie de connaissances scientifiques et trouve des alternatives à l'utilisation d'intrants chimiques polluants et nocifs ». Selon ces derniers, « depuis les années 90, l'agriculture biologique (AB) se développe en Afrique par le biais de l'appui des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et des Organisations Paysannes (OP). Néanmoins, l'accès aux connaissances demeure un défi

majeur pour la plupart des acteurs africains ». Le projet Knowledge Centre for Organic Agriculture in Africa (KCOA) en tant que concept novateur de promotion de l'agriculture biologique accompagne la mise en place de pôles de connaissance en AB dans les régions d'Afrique de l'Ouest, de l'Est, Australe, du Nord et bientôt du Centre. Doudou Diop et Ibrahima Seck expliquent que « l'objectif du réseau de pôles de connaissances régionaux pour l'AB en Afrique est une meilleure intégration et promotion des approches d'AB locales et des pratiques agricoles biologiques dans les systèmes agricoles ». La rencontre a permis aux acteurs de l'agro-bio de mieux comprendre que les pôles de connaissances tiennent compte des zones et conditions culturelles et agro écologiques spécifiques. Les principales activités comprennent la collecte de connaissances traditionnelles et scientifiques, leur validation, leur partage et leur diffusion. Les pôles régionaux fonctionnent avec un vaste réseau de multiplicateurs formés, qui sont tous connectés dans une plateforme Internet commune de gestion des connaissances. Les pôles connectent également les acteurs pour plaider en faveur d'un

cadre de conditions favorables et pour stimuler les marchés et les revenus des agriculteurs. Pour l'Afrique de l'Ouest, Doudou Diop et Ibrahima Seck de souligner que « le pôle installé au Sénégal est mis en œuvre conjointement par trois organisations qui sont : ENDA PRONAT (responsable de l'extrant A et principal responsable de l'exécution de KCOA en Afrique de l'ouest), FENAB (responsable de l'extrant B) et AGRECOL (responsable de l'extrant C) ; avec des points focaux institutionnels qui sont le Centre Songhaï au Bénin, CNOP au Mali, NOAN au Nigéria et la Gambie ». Le coordinateur de la Fédération nationale pour l'agriculture biologique (FENAB), Ibrahima Seck, est revenu sur la tenue, en décembre 2021, à Thiès, de la Conférence nationale sur « l'agriculture écologique biologique », avec la participation d'au moins 300 acteurs et de toutes les parties-prenantes qui font la promotion de l'Agroécologie et de l'Agriculture Biologique, sous le thème : « Les Systèmes Alimentaires et Nutritionnels Durables : Place de l'Agriculture Ecologique Biologique ».

Cheikh CAMARA,
Correspondant permanent du
quotidien Le Témoin à Thiès

Gestion communautaire et durable des ressources naturelles

Plus d'une centaine de jeunes de l'agroécologie de la sous-région campe au Lac Tanma

Cent trente jeunes en provenance des différentes régions du pays et de la sous région ouest africaine séjournent depuis vendredi sur une partie asséchée du Lac Tanma dans le village de Thiaye.

Par Sidy DIENG

Réunis autour d'un camp dit de jeunes de l'Agroécologie paysanne pour le climat et la gestion communautaire des ressources naturelles, ces jeunes, sous l'impulsion et l'encadrement du Conseil National de Concertation et de coopération des Ruraux (Cncr) et du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa) entendent se pencher sur l'épineuse question des changements climatiques et définir des axes de réponses pour une meilleure préservation de l'environnement et une gestion durable des ressources naturelles. La pertinence de tels travaux réside du constat fait presque par tous les pays de la planète, principalement ceux de la zone sahélienne subissent déjà les contrecoups de ces changements climatiques. Des contrecoups exacerbés par une exploitation intense voire abusive des ressources naturelles. Une tendance des plus inquiétantes qu'il urge de renverser avec une implication plus accrue de la jeunesse qui se doit d'accompagner cette dynamique de résilience, impulsée par les politiques et les populations locales.

Ainsi s'explique, selon Diéry Gaye membre du conseil d'administration du Cncr et secrétaire général de l'Association sénégalaise pour la promotion du développement à la Base (Asprodeb), la décision et ses partenaires du Roppa de regrouper ces jeunes qui incarnent l'avenir sur le site du lac Tanma.

Le choix de ce lac résidant en ce qu'il fait partie du patrimoine hydrographique et agricole en voie de disparition. « *Autrefois navigable et très poissonneux, le lac constituait un régulateur socio-économique et environnemental. Le Lac Tanma est l'un des meilleurs endroits situés près de la capitale du Sénégal Dakar en raison des différentes espèces d'oiseaux qui y paradent au quotidien comme, entre autres, les canards paléarctiques, les Flamants roses, les rapaces diurnes et passereaux hivernants.* » Et, poursuit pour le regretter ce lac jadis, agréable et généreux disparaît de jour en jour dans une indifférence presque totale. « *Bien que les abords du lac soient sur-pâturés, les oiseaux semblent encore peu dérangés car, il n'y a plus d'activités de pêche dans ce lac très peu profond qui en passant ne bénéficie d'aucun statut de protection.* »

Le choix de ce site s'explique aussi, selon Diéry Gaye, par la claire conscience que le Cncr et ses partenaires ont l'obligation de créer un environnement propice à la production pour mieux promouvoir l'agriculture familiale. Ce qui justifie entre autres l'organisation au niveau dudit lac de ce camp de l'agroécologie paysanne pour le climat et la gestion communautaire des ressources naturelles. Pour lui, il s'agit, avec ce camp, de première étape d'un calendrier qui obéit à l'engagement du Cncr de faire de la décennie internationale pour l'agriculture familiale, un maillon fort dans la restauration de la dignité

paysanne. Aussi ce camp sera le lieu indiqué pour lancer un message fort pour la préservation du Lac Tanma et de tous les patrimoines hydrographiques menacés de disparition du fait des agressions que subissent les écosystèmes et la biodiversité. Mais et surtout pour travailler à une redynamisation de l'engagement des jeunes dans la protection de l'environnement et le renforcement des droits des femmes. Des jeunes qui vont, durant leur séjour, bénéficier de sessions de formation devant faire d'eux de jeunes citoyens engagés pour les causes climatiques, la restauration des ressources naturelles et productives et la protection de la biodiversité au Sénégal et en Afrique. « *Ces jeunes femmes et hommes seront pendant cinq jours formés et sensibilisés sur les impacts, les enjeux et défis liés au climat, sur la restauration des ressources naturelles, la protection de la biodiversité, l'agroécologie, le renforcement du droit des femmes, et surtout dans le domaine foncier. Les habitants des villages riverains du Lac Tanma vont aussi bénéficier de formation sur la restauration et la gestion communautaire des ressources naturelles.* »

En, somme, une façon pour le Cncr et ses partenaires de travailler à l'éclosion d'une nouvelle génération de leaders ruraux capables de mobiliser les communautés de base pour apporter des solutions endogènes et durables aux problèmes environnementaux locaux.

Pour permettre à nos lecteurs de s'informer, la rédaction partage ces informations avec vous

Bulletin d'information de la FAO sur l'agroécologie Mars 2022/#57

◆ Appel à candidature : Prix Benoît Maria pour l'Agroécologie Paysanne
Pour plus d'informations veuillez consulter le site :
<https://www.inter-reseaux.org/evenement/appel-a-candidature-prix-benoit-maria-pour-lagroecologie-paysanne/>

◆ Appel à communication – Journées doctorales " Regards critiques sur le développement "
Pour plus d'informations veuillez consulter le site :
<https://www.inter-reseaux.org/evenement/appel-a-communication-journees-doctorales-regards-critiques-sur-le-developpement/>

◆ Article – Promotion de l'agro-écologie en Afrique de l'Ouest : Djimini ou le refus d'un néocolonialisme par le biais de la semence.
Paru le 4 avril 22
Sources: <https://www.inter-reseaux.org/thematique/systemes-de-production/agro-ecologie/>
<http://www.leral.net/>

◆ Enquête Grande Muraille Verte – Great Green Wall Survey
La Convention des Nations Unies de Lutte contre la Désertification lance une grande enquête sur la Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel auprès de **tous les acteurs** travaillant dans **la région de la Grande Muraille Verte**, dans les domaines du **développement économique** et de la **gestion des ressources naturelles**. Cette enquête rentre dans le cadre des actions de l'Accélérateur de la Grande Muraille Verte en lien avec l'Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte.. Les résultats de l'enquête seront publiés à la **COP 15 à Abidjan** au mois de mai 2022.
Le questionnaire comprend 3 parties et vous prendra 20 mn environ. Vous pouvez le remplir en plusieurs fois en vous connectant à Google. Si vous n'avez pas de compte Google, vous devez le remplir en une seule fois.
Le formulaire restera actif jusqu'au 20 mai 2022 dernier jour de la 15ème Conférence des Parties de la Convention des Nations Unies de Lutte contre la Désertification (UNCCD).
Consultez le site : <https://www.inter-reseaux.org/>

[evenement/enquete-grande-muraille-verte-great-green-wall-survey/](https://www.inter-reseaux.org/evenement/enquete-grande-muraille-verte-great-green-wall-survey/)

Quelques vidéos sélectionnées pour vous

◆ Donner aux femmes rurales les moyens d'aider à atteindre l'objectif "faim zéro" !

Les jeunes femmes de l'Inde rurale sont limitées par un accès limité aux connaissances et aux opportunités économiques. Dans le même temps, les productrices de denrées alimentaires, qui ont été durement touchées par le changement climatique et le COVID-19, ont besoin d'informations sur les pratiques agricoles naturelles résilientes. À moins que des efforts considérables ne soient déployés de toute urgence pour donner aux jeunes femmes en herbe et aux productrices alimentaires marginalisées les moyens de participer pleinement à la transformation rurale, il sera difficile de les sortir de la pauvreté et d'atteindre l'objectif de « faim zéro ».

Comment pouvons-nous autonomiser ces femmes ? Phil Malone, spécialiste de la communication chez Access Agriculture, explique à Savitri Mohapatra une nouvelle campagne lancée pour aider les femmes rurales et demande aux téléspectateurs/auditeurs de contribuer généreusement à cette noble cause.

Sortez-les de la pauvreté et aidez-les à atteindre l'objectif "faim zéro" !!!

Source : <https://www.ecoagtube.org/content/empower-rural-women-help-achieve-zero-hunger-goal>

lien de la Vidéo : <https://youtu.be/w73E-syFQV8>

◆ **Burkina Faso : Déplacés internes, ils se reconstruisent grâce à l'agriculture**

Face à la crise sécuritaire que traverse le Burkina Faso, les populations ont été contraintes de quitter leurs zones d'habitation pour s'installer ailleurs sans aucune source de revenus.

Dans ce reportage, nous allons à la rencontre des Personnes Déplacées Interne (PDI) à Kaya qui repartent sur de nouvelles bases à travers l'agriculture. Cette activité leurs permettent de subvenir aux besoins de leur famille.

Source : <https://agribusinessstv.info/fr/burkina-faso-deplacés-internes-ils-se-reconstruisent-grâce-a-lagriculture/>

lien de la Vidéo : https://youtu.be/oct_1VpmoeA

APPEL À CANDIDATURE

POUR LE POSTE DE GESTIONNAIRE DU RENCAS

PRESENTATION DE RENCAS

Le Réseau national des Calebasses de Solidarité (RENCAS) est un mouvement national de Calebasses de Solidarité (CDS) fort et solidaire pour un développement durable et inclusif. Sa mission est de faire des CDS et de leurs réseaux des leviers de développement économique social et solidaire au Sénégal. Son but est de permettre aux réseaux fédéraux constitués en coopératives d'offrir des paquets de services adaptés à leurs membres.

Son objectif principal est de soutenir la mutualisation des ressources des Calebasses de solidarité afin de satisfaire les besoins de leurs membres.

Pour l'administration du RENCAS, nous recherchons une Gestionnaire administrative et financière

MISSIONS

Les missions de la Gestionnaire administrative et financière du RENCAS sont :

- Assurer le contrôle et l'appui technique des opérations d'achats groupés du RENCAS,
- Appuyer la conception et la mise en œuvre des plans d'actions trimestriels, semestriels et annuels du Réseau,
- Rédiger les rapports administratifs et financiers du Réseau,
- Assurer l'appui administratif du RENCAS et de son siège : organisation logistique de réunions, gestion des documents administratifs, classement et archivage des dossiers, suivi de la facturation et des paiements.

PROFIL :

Formation : Avoir au minimum le BAC

- Avoir une expérience professionnelle en gestion serait un atout.

COMPETENCES REQUISES :

- Avoir une parfaite maîtrise du français à l'écrit et à l'oral ;
- Maîtriser les logiciels Word, Excel et PowerPoint ;
- Avoir une bonne maîtrise de l'internet
- Savoir-faire en matière de planification et d'organisation d'événements.

QUALITÉS PERSONNELLES :

- Être discrète – Être proactive et réactive
- Travailler sous pression
- Être rigoureuse et disponible
- Être Courtoise
- Être capable de travailler pendant de longues heures
- Avoir le sens des priorités et pouvoir faire preuve d'initiative ;

DOSSIER DE DEMANDE

Il doit être composé des documents suivants :

- Lettre de motivation ;
- CV détaillé ;
- Copie légalisée du diplôme

DÉPOT DE CANDIDATURE :

Pour postuler, veuillez envoyer votre demande à l'adresse suivante agribioservices@gmail.com avec en objet « Candidature au poste de Gestionnaire du RENCAS » au plus tard le jeudi 12 mai 2022 à 16 heures.

Visitez nos sites web

<https://calebasses-de-solidarite.sn>

<https://crabes.org>

<https://agribioservices.org>

Votre chaîne youtube : AgriBio Services TV